

Unité départementale du Haut-Rhin
2, place du général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 06/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHILLIGER BOIS SAS

route du Port Rhenan
68600 Volgelsheim

Références : 0006702667_2026_04_28_Schilliger_Volgelsheim_VIPPC26
Code AIOT : 0006702667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement SCHILLIGER BOIS SAS implanté route du Port Rhenan 68600 Volgelsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC), pour l'année 2026.

Référentiels utilisés:

- Arrêté n°2013192-0007 du 11 juillet 2013 portant prescriptions complémentaires à la société Schilliger Bois SAS pour son site de Volgelsheim, s'agissant de l'exploitation d'un second bac de traitement de bois et de la surveillance de la qualité des eaux souterraines en référence

au titrer Ier du livre V du Code de l'environnement,

- Arrêté du 22 juillet 2022 portant prescriptions complémentaires à la société Schilliger Bois pour l'exploitation de ses installations situées Zone Industrielle et Portuaire rue du Port-Rhénan à Volgelsheim.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHILLIGER BOIS SAS
- route du Port Rhenan 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006702667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Schilliger Bois SAS exploite d'importantes chaînes de seconde transformation comme le séchage et le rabotage des bois, la production de bois abouté, de lamellé-collé, de panneaux multiple de construction, de panneaux en fibres de bois ainsi que le traitement autoclave et trempage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 3 | Protocole de surveillance des sols | AP Complémentaire du 13/07/2013, article 4.2 modifié | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 4 | Mesures de surveillance des sols | AP Complémentaire du 13/07/2013, article 4.2 modifié | Mise en demeure, respect de prescription | 5 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Programme de surveillance | AP Complémentaire du 11/07/2013, article 4.2.1 | Sans objet |
| 2 | Echantillons d'eau | AP Complémentaire du 13/07/2013, article 4.2.3 modifié | Sans objet |
| 5 | Constitution des installations de traitement du bois | AP Complémentaire du 11/07/2013, article 5 | Sans objet |
| 6 | Suivi des | AP Complémentaire du 11/07/2013, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|-------------------------|-------------------|
| | installations de traitement du bois | article 5 | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant n'a pas transmis au préfet de programme d'investigation pour les surveillances des sols, et que les analyses décennales n'ont pas été réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de surveillance

| | | |
|--|-------------------------------|------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/07/2013, article 4.2.1 | | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines | | |
| Prescription contrôlée : <i>«A la notification du présent arrêté, l'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées, selon les dispositions définies au tableau ci-dessous :</i> | | |
| <i>Points de prélèvement</i> | <i>Fréquence des analyses</i> | <i>Noms des paramètres</i> |
| <i>PZ1 - PZ2- puits2</i> | <i>Semestrielle</i> | <i>propiconazole / permethrine</i> |
| <i>En cas de changement de produit de traitement, l'exploitant intégrera dans les paramètres à surveiller la ou les nouvelles substances actives.»</i> | | |
| Constats : L'exploitant présente les rapports d'analyses pour les eaux souterraines, dans les piézomètres PZ1, PZ2 et dans le puits N°2. Ces rapports présentent des relevés des 23 avril et 22 octobre 2025. La périodicité de mesures est donc respectée. S'agissant des paramètres analysés, les rapports présentent des mesures de : <ul style="list-style-type: none"> • Permethrine, • Propiconazole • Tébuconazole L'exploitant déclare que les substances recherchées sont cohérentes avec le produit de traitement utilisé, qui n'a pas changé. | | |

| |
|---|
| <p>traitement utilisé, qui n'a pas changé.</p> <p>Il est par ailleurs constaté que pour ces trois paramètres, les valeurs limites d'émissions sont respectées, et que l'exploitant renseigne la plate-forme d'Autosurveillance GIDAF.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Echantillons d'eau

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2013, article 4.2.3 modifié |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau souterraines |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 22/07/2022 :</u></p> <p><i>«Les dispositions de l'article 4.2.1. de l'arrêté préfectoral susvisé n°2013-197-007 du 13 juillet 2013, relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :</i></p> <p><i>Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés.[...]»</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>Suite à l'examen des rapports transmis par l'exploitant, il est constaté que les intervenants chargés des opérations de prélèvement et d'analyse disposent des accréditations et agréments requis.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Protocole de surveillance des sols

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2013, article 4.2 modifié |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des sols |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/07/2022 :</u></p> <p>L'article 4.2. de l'arrêté préfectoral susvisé n°2013-197-007 du 13 juillet 2013 est complété par les dispositions suivantes :</p> <p><i>« Article 4.2.4. - Surveillance des sols</i></p> <p><i>L'exploitant transmet au Préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un programme d'investigations pour la surveillance des sols au droit de ses installations, précisant la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus.</i></p> |

*Ce programme est basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site établie dans le rapport de base susvisé remis le 30 novembre 2015.
Ce programme prend en compte les événements survenus sur les installations depuis le dernier rapport de base, ayant pu entraîner une pollution du sol.[...] »*

Constats :

Aucun programme d'investigations tel que prévu par la prescription n'a été transmis dans le délai précité, aussi l'Inspection ne peut valider la pertinence des modalités de surveillance (paramètres, fréquence, localisation des prélèvements).

L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant transmettre sous 1 mois à l'inspection des installations classées :

Un programme d'investigations complet, incluant :

- La liste des substances analysées (alignée sur le rapport de base 2015),
- La localisation des points de prélèvement (plan à l'appui),
- La méthodologie des analyses,
- La prise en compte des événements polluants depuis 2015.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mesures de surveillance des sols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2013, article 4.2 modifié

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des sols

Prescription contrôlée :

Article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/07/2022 :

«L'article 4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé n°2013-197-007 du 13 juillet 2013 est complété par les dispositions suivantes :

Article 4.2.4 Surveillance des sols

[...]La mise en œuvre du programme de surveillance des sols est réalisée au moins tous les dix ans.

Compte tenu de la date de réalisation de la dernière campagne de surveillance des sols pour l'élaboration du rapport de base susvisé remis le 30 novembre 2015, la prochaine campagne d'investigations pour la surveillance des sols est réalisée au plus tard en mai 2025 selon le programme défini au présent article.»

Constats :

Le protocole de surveillance des sols demandé par l'autorité préfectorale au constat n°3 du

| |
|--|
| <p>présent rapport n'ayant pas été établi, l'exploitant déclare ne pas avoir réalisé la surveillance décennale.</p> <p>Aussi l'Inspection considère que la prescription n'est pas respectée.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 5 mois |

N° 5 : Constitution des installation de traitement du bois

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/07/2013, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traitement du bois |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de traitement du bois et la rampe d'égouttage sont situées dans un bâtiment couvert et comportant une dalle bétonnée (hall 1). Son aménagement est réalisé de telle sorte qu'un déversement direct ou indirect des produits vers les réseaux d'eau ou les milieux naturels est impossible.</p> <p>L'installation est constituée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un bain de 8.000 litres de produit contenu dans un bac de trempage de 18.000 litres de capacité maximum (bac n°1) - d'un bain de 20.000 litres de produit contenu dans un bac de trempage double paroi de 48 000 litres de capacité maximum (bac n°4) - d'un bac de 19.000 litres (bac n°2) servant de rétention au bac n°1 - d'une rampe d'égouttage constituée d'une rétention (bac n°3) reliée au bac n°1 - d'une zone de stockage des bois traités située dans le même bâtiment permettant la fixation du produit de traitement - d'une zone de stockage des 4 containers de 1.000 litres chacun servant à alimenter les bains de traitement sur rétention. Les cuves de traitement seront d'une capacité suffisante pour que les pièces en bois soient traitées en une seule fois et sans débordement. <p>[...]»</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les installations de traitement du bois sont situées dans un bâtiment couvert nommé "Raboterie". Ce bâtiment abrite l'ensemble du processus de traitement, depuis l'immersion des bois jusqu'à leur stockage post-traitement.</p> <p>Les installations se composent de deux bacs de trempage, constitués par un premier bac contenant le traitement, inclus dans un second bac de rétention. Chacun équipé d'un système de détection de fuite au niveau de la double enveloppe. Chaque bac est doté d'une rampe d'égouttage intégrée, permettant l'écoulement des produits directement au-dessus des cuves, sans rejet extérieur. De plus, le sol de l'ensemble du bâtiment est constitué par une dalle bétonnée.</p> <p>Les deux bacs de traitement du bois sont tous deux constitués de deux bacs, un bac de traitement dans une rétention (double paroi).</p> |

L'exploitant présente l'installation :

- 1 bac avec 8m³ de produit contenu dans 1 bac de trempage à double paroi avec détection de fuite dans la double enveloppe de 42.3 m³ de capacité maximale pour un volume de travail de 24 m³ (avec 1m de hauteur de liquide) avec 1 rampe d'égouttage intégrée.
- 1 bac avec 12m³ de produit contenu dans 1 bac de trempage à double paroi avec détection de fuite dans la double enveloppe de 48 m³ de capacité maximale pour un volume de travail de 24 m³ (avec 1m de hauteur de liquide) avec 1 rampe d'égouttage intégrée.
- Une zone dédiée au stockage des conteneurs de 1 000 litres, destinée au réapprovisionnement des bacs, est également présente dans le bâtiment. Ces conteneurs sont placés sur un bac de rétention conforme aux exigences réglementaires.
- Une aire de stockage des bois traités est aménagée dans le même bâtiment, permettant la fixation du produit de traitement avant évacuation ou utilisation.

Lors de l'inspection, aucun risque de débordement n'a été identifié, et aucune trace d'égoutture ou de rejet non maîtrisé n'a été constatée en dehors des zones de rétention prévues à cet effet. Les équipements ne présentaient pas de défauts apparents (corrosion, fissures, etc.).

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi des installations de traitement du bois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/07/2013, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du traitement du bois

Prescription contrôlée :

« [...] Les volumes d'eau consommés devront être mesurés ou relevés tous les mois. Les résultats devront être consignés dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans un registre qui devra être tenu à jour seront consignés :

- la quantité de produit introduite dans l'appareil de traitement ;
- le taux de dilution employé ;
- le tonnage de bois traité. »

Constats :

L'exploitant présente les registres dans lesquels sont consignées les informations relatives à l'emploi des bacs de traitement et comprenant, pour chaque mois:

- les volumes d'eau consommée,
- les volumes de produits de traitement utilisés,
- le volume de bois traité.

Par ailleurs l'exploitant déclare que le taux de dilution est fixé par la notice du fournisseur à 4,5 %. Sur site, il est constaté la présence des deux compteurs d'eau pour chacun des deux bacs de traitement.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite